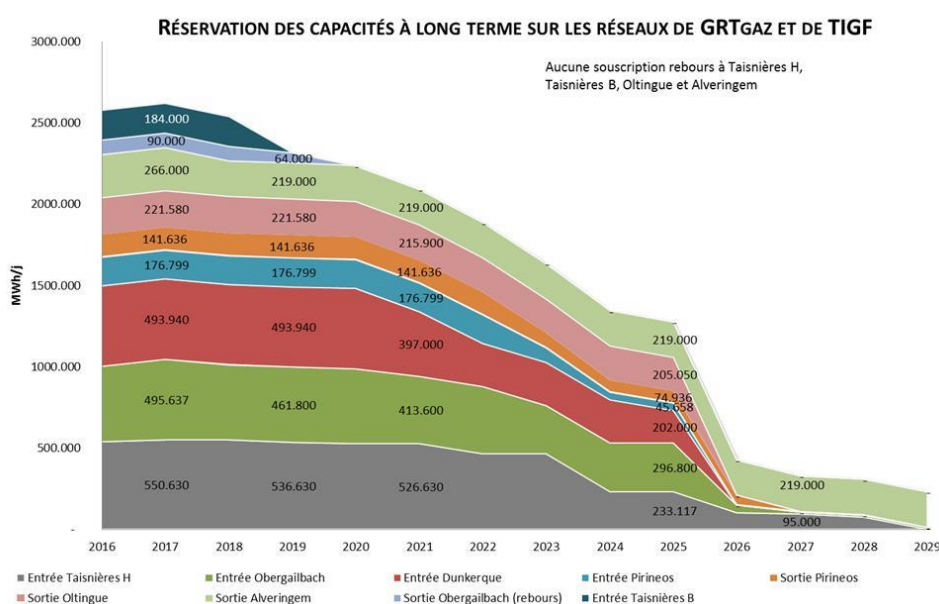


## Réponse de Direct Energie à la consultation de la CRE du 27 juillet 2016 sur le prochain tarif d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel de GRTgaz et TIGF

Au-delà des réponses aux questions posées par la CRE dans sa consultation, Direct Energie regrette que la CRE n'ait pas proposé de nouvelles dispositions s'agissant i) des souscriptions de capacités aux PIR d'une part, et ii) de pérenniser le système des offres interruptibles à préavis court dont bénéficient certains CCGT en France.

- i) La CRE notait dans sa consultation de février 2016 que les souscriptions long-terme de capacités commenceront à arriver à échéance à compter de 2019, pour se terminer définitivement en 2029, tandis que les spreads de prix entre les différents hubs sont aujourd'hui très faibles et ne permettent pas de compenser les coûts des interconnexions, alors même qu'elles sont indispensables à la sécurité d'approvisionnement (aux côtés des stockages et des terminaux GNL).



A échéance des souscriptions, rien n'incitera donc les acteurs à les souscrire, ce qui se traduira i) par une perte de revenus significative pour les GRT, ii) par des souscriptions limitées sur le court-terme à supposer que des menaces sur la sécurité d'approvisionnement soient anticipées.

Comme Direct Energie a déjà pu le mentionner dans le cadre de la concertation de la DGEC sur les stockages, la réforme envisagée viendra conforter cette situation en attribuant aux stockages un rôle préférentiel en terme de sécurité d'approvisionnement au détriment

des autres instruments (interconnexions, GNL). A l'inverse, Direct Energie avait proposé d'organiser un marché de capacité en gaz, de sorte à s'assurer que chaque fournisseur contribue effectivement à la sécurité d'approvisionnement et que celle-ci soit assurée au moindre coût pour les consommateurs, par une mise en concurrence des différentes infrastructures, ce qui aurait permis de révéler le coût de la sécurité d'approvisionnement et aux infrastructures nécessaires de trouver leur équilibre économique.

Aussi, Direct Energie regrette que cette problématique, cruciale en terme économique et en terme de sécurité d'approvisionnement, ne soit pas mentionnée dans le cadre de cette consultation.

- ii) Direct Energie rappelle que les CCGT, comme les industries gazo-intensives,
- sont créatrices d'emplois,
  - ne peuvent répercuter dans leurs prix de vente (prix de l'électricité sur les marchés de gros) les coûts d'acheminement qui représentent 20 à 25% des charges fixes d'un CCGT,
  - peuvent être mises à l'arrêt rapidement (respectivement se localiser dans un autre pays) générant une perte de revenus pour les GRT, et ainsi une hausse des termes tarifaires ATRT pour les autres utilisateurs,

... mais ne bénéficient pas des mêmes exonérations. Par ailleurs, l'éventuelle mise en œuvre d'un mécanisme de capacité en électricité ne permettra pas de remédier aux problèmes économiques dont souffrent ces installations (quand bien même elles sont nécessaires à la sécurité d'approvisionnement en électricité) étant donné le market-design choisi.

Aussi, étant donné l'impact positif des CCGT pour l'ensemble des utilisateurs du réseau, il paraît légitime de mettre en place un cadre tarifaire qui leur soit favorable, remplaçant les différentes offres interruptibles à préavis court (IAPC) en vigueur. Etant donné l'impact financier pour les producteurs bénéficiant des IAPC, mais que tous ne peuvent en bénéficier, il pourrait être envisagé de pérenniser, d'élargir et d'uniformiser sur l'ensemble des CCGT une telle tarification, permettant ainsi de réduire les écarts pouvant exister avec les pays frontaliers avec lesquels les CCGT français sont en compétition sur le marché de l'électricité.

## 1. Cadre de régulation tarifaire

**Question 1 Etes-vous favorable au calendrier d'évolution tarifaire lors de la création de la place de marché unique, tel qu'envisagé par la CRE ?**

Dans la continuité de l'avis exprimé dans la consultation de février 2016, Direct Energie ne voit pas en quoi un mouvement tarifaire spécifique au moment de la fusion des zones prévue au 01/11/2018 serait rendu nécessaire, et préfère que le calendrier traditionnel soit conservé. Les investissements consentis par les GRT auront en effet été effectués bien en amont de cette date et il leur est tout à fait possible d'en supporter le financement quelques mois de plus, à l'instar des fournisseurs commercialisant des offres indexées aux TRV, ces derniers ne répercutant usuellement les hausses d'ATRT qu'avec retard.

Par ailleurs, Direct Energie se réjouit que la CRE n'envisage pas de diminuer le tarif régulé de la capacité N/S en anticipation de la fusion des zones.

**Question 2 Etes-vous favorable au maintien du calendrier tarifaire actuel (d'avril à avril) et à la définition, dès la délibération ATRT6, des règles d'évolution des termes tarifaires aux PIR pour toute la durée du tarif ?**

Dans la continuité de l'avis exprimé dans la consultation de février 2016, Direct Energie reste favorable au maintien du calendrier actuel (tarifs définis sur la période avril/avril), et se réjouit que la CRE envisage de définir les règles d'évolution des termes tarifaires aux PIR pour toute la durée du tarif.

**Question 3 Etes-vous favorable au nouveau mécanisme d'incitation à la création de capacités aux interconnexions envisagé par la CRE ? En particulier, êtes-vous favorable au mode de détermination de la prime ex ante sur la base d'une analyse coûts / bénéfices ? En particulier, êtes-vous favorable à une révision de la prime ex post sur la base du niveau effectif de souscription ?**

A partir du moment où les capacités en place sont suffisantes au regard des besoins en terme de sécurité d'approvisionnement et de développement des marchés de gros, il ne paraît pas utile d'introduire une quelconque prime de rémunération venant s'ajouter à la rémunération normale de la BAR. Direct Energie y est donc défavorable.

**Question 4 Etes-vous favorable au renforcement du mécanisme d'incitation à la maîtrise des coûts des grands projets tel qu'envisagé par la CRE ? Etes-vous favorable aux seuils et niveaux proposés par la CRE ?**

**Question 5 Pensez-vous opportun d'étendre ce mécanisme aux projets déjà décidés par les GRT ?**

Direct Energie prend note du fait que les travaux visant à introduire une régulation incitative des coûts unitaires des investissements n'ont pas pu être finalisés.

Dans ce contexte, Direct Energie reste favorable à un renforcement du mécanisme d'incitation à la maîtrise des coûts des grands projets, y compris ceux déjà décidés. La mise en œuvre d'un tel mécanisme rend toutefois nécessaire, comme la CRE l'envisage, de mener des audits approfondis sur le mode d'élaboration des coûts prévisionnels des projets concernés.

**Question 6 Avez-vous des remarques sur le cadre incitatif envisagé pour les investissements « hors réseaux » ?**

Direct Energie n'a pas de remarque sur cette question.

**Question 7 Etes-vous favorable à la suppression des 9 indicateurs de qualité de service proposée par la CRE ?**

Direct Energie est favorable à la suppression des indicateurs suivants (non incités financièrement) :

- Suivi des délais de réalisation des raccordements

- Fiabilité des informations sur les portails clients, calculée en fonction du nombre de réclamations (compte tenu que ce canal n'est pas utilisé en pratique)
- Délais de transmission aux GRD des fichiers relatifs aux enlèvements aux PITD (étant donné qu'un indicateur incité financièrement sur ce sujet sera conservé)
- Délai moyen de traitement des demandes de réservations de capacités (aujourd'hui automatisées)
- Suivi des interventions des GRT sur les marchés au titre de l'équilibrage (ce suivi étant réalisé dans le cadre de la Concertation Gaz) et Retour au stock en conduite de la veille (MWh à 25°C). Il conviendrait toutefois que les GRT restent incités à améliorer les algorithmes d'intervention sur les marchés, étant donné les exemples récents de transactions à des prix potentiellement aberrants (en l'absence d'informations sur les prix moyens traités) :
  - o le mardi 23/08/2016, GRTgaz a ainsi vendu en infrajournalier 21,7 GWh/j en TRS pour un prix marginal de 11 €/MWh, tandis que le prix moyen pour cette journée était de 14,7€/MWh ;
  - o le mardi 06/09/2016, GRTgaz a acheté 39,7 GWh/j en infrajournalier au PEG Nord pour un prix marginal de 14,7 €/MWh, pour un prix moyen de 12,9 €/MWh.

En revanche, Direct Energie souhaite que soient conservés les indicateurs suivants :

- Taux de disponibilité des portails utilisateurs et des plateformes publiques de données des GRT : si leur disponibilité est maintenant proche de 100%, il n'y pas d'inconvénients à le maintenir, de sorte à prévenir toute éventuelle dégradation de qualité de service.
- Incitation à la mise à disposition de capacités fermes supplémentaires à la liaison N/S : compte tenu des tensions actuelles sur le spread N/S (supérieur à 4 €/MWh depuis plusieurs semaines) qui ne s'expliquent pas uniquement par les cas de force majeure rencontrés par GRTgaz, il apparaît nécessaire de maintenir cet indicateur.
- Pour ces mêmes raisons, il conviendrait de conserver l'indicateur « respect du programme de maintenance portant sur les capacités interruptibles de la liaison N/S publié en M-2 par GRTgaz ».

**Question 8 Etes-vous favorable à l'évolution, pour TIGF, du calcul de l'indicateur portant sur la qualité des quantités intra-journalières télé-relevées aux points de livraison des consommateurs raccordés au réseau de transport et transmises en cours de journée, afin de l'harmoniser avec celui de GRTgaz ?**

Direct Energie est favorable à cette harmonisation.

**Question 9 Etes-vous favorable à l'incitation financière de la disponibilité des cinq informations les plus utiles à l'équilibrage des expéditeurs sur les portails publics des GRT ?**

Direct Energie est favorable à l'incitation financière proposée par la CRE.

**Question 10 Etes-vous favorable au suivi détaillé par point, pour les PIR et les PITS, de l'indicateur de disponibilité des capacités fermes, sans qu'il soit incité financièrement ?**

Direct Energie est favorable au suivi détaillé par point de l'indicateur de disponibilité des capacités fermes, mais demande à ce qu'il soit incité financièrement, étant donné :

- qu'il y a plus d'enjeux pour les expéditeurs et les consommateurs sur un tel indicateur que sur l'indicateur portant sur les 5 informations jugées utiles à l'équilibrage, qui lui, est incité financièrement.
- qu'une capacité ferme est censée être effectivement ferme...

**Question 11 Etes-vous favorable aux propositions de la CRE concernant les postes couverts au CRCP à 100 % ?**

Direct Energie est défavorable au fait que les coûts de désimbrication des activités de R&D de GRTgaz et Engie soient pris en compte dans les trajectoires tarifaires, ainsi que leurs aléas couverts par le CRCP, étant donné :

- qu'il n'appartient pas aux consommateurs de supporter ces coûts.
- que GRTgaz et Engie auraient dû effectuer cette démarche de longue date, bénéficiant depuis d'économies d'échelle indues.

Pour le reste, Direct Energie n'a pas de remarques sur les propositions de la CRE.

**Question 12 Etes-vous favorable aux propositions de la CRE pour les postes couverts au CRCP à 80 % ?**

Direct Energie est favorable aux évolutions proposées (dès lors que les trajectoires de coûts intégrées dans la trajectoire tarifaire ont bien fait l'objet d'un audit par la CRE).

**Question 13 Etes-vous favorable aux propositions de la CRE pour les postes non couverts au CRCP ?**

Direct Energie est favorable aux propositions de la CRE.

## **2. Niveau tarifaire**

**Question 14 Etes-vous favorable à la reconduction du mécanisme en vigueur d'incitation à l'efficience sur les charges nettes d'exploitation des GRT, selon lequel les opérateurs conservent les gains et pertes par rapport à la trajectoire prévisionnelle ?**

Direct Energie constate que les charges d'exploitation sur la période tarifaire couverte par l'ATRT5 se sont réalisées à un niveau inférieur à celui prévu initialement, ces gains étant laissés à 100% aux GRT dans le cadre réglementaire défini par la CRE. Direct Energie regrette que cela soit dû « *en partie à des erreurs de prévisions lors de la détermination des revenus autorisés de GRTgaz et TIGF* » ainsi que que d'une « *asymétrie d'information entre les GRT et le régulateur lors de la définition du tarif ATRT5* ».

Comme Direct Energie a pu le mentionner dans sa récente réponse à la consultation publique de la CRE sur le prochain TURPE HTA/BT, la construction de la trajectoire prévisionnelle de charges

d'exploitation revêt un caractère essentiel. Direct Energie souhaite ainsi que la trajectoire prévisionnelle pour la prochaine période tarifaire soit construite, non seulement en repartant du niveau des charges constatées en fin d'ATRT5, mais que l'ATRT6 poursuive une trajectoire descendante ambitieuse en terme de productivité.

**Question 15 Que pensez-vous du projet GRTgaz 2020 présenté par GRTgaz ?**

Le projet d'entreprise « GRTgaz 2020 » regroupe à la fois de nouvelles obligations supportées par l'opérateur (réglementaires, régulateurs, environnementales...), et des ambitions qui lui sont propres. Il est clair que l'ensemble des coûts associés à ce projet n'a pas vocation à être couvert par le tarif. Direct Energie est en particulier opposée à la prise en compte des coûts suivants :

- Plusieurs projets correspondent simplement à une optimisation des coûts qui ne devrait pas relever d'un projet exceptionnel mais d'une démarche d'amélioration continue, naturelle pour un opérateur réputé efficace (installation de panneaux PV, solutions d'économies d'énergie, réduction des fuites diffuses...) ;
- D'autres projets ne relèvent pas des missions de GRTgaz mais du domaine concurrentiel : développement du biométhane, promotion des usages performants du gaz...
- La prise en compte de coûts de promotion du gaz serait par ailleurs totalement redondante avec les incitations consenties à GRDF sur le même thème, et que Direct Energie a dénoncé.

Comme indiqué précédemment, Direct Energie est par ailleurs opposé à ce que les consommateurs doivent supporter les coûts associés à la séparation des équipes de R&D de GRTgaz et de sa maison mère.

**Question 16 Que pensez-vous du programme de R&I présenté par TIGF ?**

Direct Energie n'a pas de remarque sur le programme de TIGF.

**Question 17 Partagez-vous l'analyse de la CRE sur le CMPC de GRTgaz et TIGF ?**

Direct Energie partage l'analyse de la CRE sur le fait que le taux fixant la rémunération de la base d'actifs régulés des GRT doit nécessairement prendre en considération les niveaux actuels des taux d'intérêts, et doit donc être revu significativement à la baisse par rapport à la période tarifaire précédente (6,5%).

**Question 18 Que pensez-vous des trajectoires d'investissements présentées par les GRT et de l'analyse préliminaire de la CRE ?**

Direct Energie n'a pas de remarques sur cette question.

**Question 19 Etes-vous d'accord avec les ajustements envisagés par la CRE sur les charges d'énergie ?**

Direct Energie n'a pas de remarques sur cette question.

**Question 20 Que pensez-vous des fourchettes de charges nettes d'exploitation envisagées par la CRE ?**

Direct Energie constate que les trajectoires « basses » des charges d'exploitation envisagées par la CRE pour la prochaine période tarifaire restent significativement supérieures aux niveaux de 2015, à la fois pour GRTgaz et TIGF.

Direct Energie souhaite que la CRE retienne des trajectoires plus ambitieuses, en ne retenant par exemple dans le projet « GRTgaz 2020 » que les seules charges associées aux nouvelles obligations réglementaires pesant sur l'opérateur.

La définition de trajectoires ambitieuses est d'autant plus indispensable qu'elle constitue le seul moyen de restituer aux utilisateurs des réseaux les gains de productivité réalisés par les GRT au cours de la période tarifaire actuelle, en partie due à la mauvaise calibration des trajectoires de l'ATRT 5 (cf. Question 14).

**3. Structure tarifaire****Question 21 Etes-vous favorable au maintien de tarifs non-péréqués sur les réseaux de GRTgaz et de TIGF ?**

Comme évoqué en réponse à la consultation de la CRE de février 2016, Direct Energie reste favorable à une péréquation des tarifs sur les réseaux GRTgaz et TIGF, en particulier dans le contexte de fusion des zones Nord et Sud. Cette péréquation permettrait aux consommateurs de payer de manière uniforme leur utilisation des réseaux de transport indépendamment de leur rattachement à GRTgaz ou TIGF.

**Question 22 Etes-vous favorable au rééquilibrage progressif entre les coûts et les recettes sur le réseau principal et le réseau régional, de manière à atteindre l'équilibre en fin de période ATRT6 ?**

Comme évoqué en réponse à la consultation de la CRE de février 2016, Direct Energie est favorable au rééquilibrage entre les recettes et coûts des réseaux principaux et régionaux, ce qui permettra de ne pas dégrader l'attractivité du marché de gros français, dans un contexte où les souscriptions aux PIR sont aujourd'hui structurellement déficitaires.

**Question 23 Etes-vous favorable à une hausse du terme de sortie PIR Pirineos, au moment de la création de la place de marché unique et de la disparition du terme à la liaison Nord-Sud ?**

Direct Energie est favorable à la proposition de la CRE consistant à augmenter le coût du terme de sortie vers l'Espagne à hauteur de la part des recettes de la liaison N/S associées aux transit Dunkerque / Pirineos.

**Question 24 Partagez-vous la proposition de maintenir l'équilibre actuel entre les tarifs unitaires pour le transit et pour le transport domestique ?**

**Question 25 Etes-vous favorable à un rééquilibrage des coûts unitaires des deux principales routes de transit (France-Espagne et France-Italie) au moment de la disparition du terme à la liaison Nord-Sud ?**

Direct Energie n'a pas de remarques sur ces questions.

**Question 26 Etes-vous favorable à l'introduction d'un reversement inter-opérateur, tel qu'envisagé par la CRE ?**

Direct Energie n'a pas de remarques sur cette question.

**Question 27 Etes-vous favorable à une baisse des termes du réseau principal la première année du tarif ATRT6, suivie par une évolution à l'inflation ?**

Direct Energie est favorable à cette proposition tout en notant qu'elle est manifestement insuffisante pour assurer la rentabilité des souscriptions de capacités d'entrée aux PIR, ce qui compromet à moyen-terme la sécurité d'approvisionnement et la prévisibilité des revenus des GRT.

**Question 28 Etes-vous favorable au maintien du traitement tarifaire actuel des PITTM ?**

Direct Energie n'a pas de remarques sur cette question.

**Question 29 Etes-vous favorable à l'égénéralisation des termes tarifaires au PITS de TIGF et de GRTgaz, à l'exception de Nord-Atlantique et Sud-Atlantique ?**

Direct Energie est favorable aux évolutions proposées par la CRE.

**Question 30 Avez-vous d'autres commentaires à formuler concernant l'évolution des termes tarifaires sur les réseaux de transport de gaz de GRTgaz et de TIGF ?**

Direct Energie n'a pas de remarques complémentaires par rapport aux problématiques déjà mentionnées en introduction.

**Question 31 Etes-vous favorable à l'instauration d'un NTR maximal sur les réseaux de GRTgaz et de TIGF ? Etes-vous favorable à une limitation à 8 du NTR sur les réseaux de transport régionaux de GRTgaz et de TIGF ?**

Comme évoqué lors de la consultation de la CRE de février 2016, le nombre de NTR devrait en théorie refléter la disparité des coûts d'accès au réseau. Ces éléments n'étant pas publics, il semble difficile de répondre de manière objective à cette question.



En tout état de cause,

- Direct Energie regrette que la proposition de la CRE d'effectuer un bornage simple ne permette pas de converger à terme vers une meilleure prise en compte des coûts réels,
- la question de la répercussion dans les TRV de ces modifications reste pour Direct Energie un enjeu central,
- un bornage à 12 permettrait de limiter les impacts redistributifs entre consommateurs (limitation de la hausse du TCR), et Direct Energie y est donc favorable.

**Question 32 Avez-vous des remarques concernant les mécanismes d'interruptibilité envisagés par le tarif ATRT6 ?**

Comme évoqué en introduction, Direct Energie regrette que la CRE ne propose de dispositions permettant d'uniformiser et de pérenniser les offres interruptibles à préavis court entre les différents cycles combinés en France.

**Question 33 Etes-vous favorable aux propositions de la CRE concernant le maintien de la tarification 100 % à la capacité ?**

**Question 34 Etes-vous favorable aux propositions de la CRE concernant le maintien de la modulation mensuelle des termes de capacités mensuelles de livraison et d'acheminement sur le réseau régional ?**

Direct Energie n'a pas de remarques sur ces questions.

**Question 35 Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant les conditions de mise en œuvre d'une remise développement plafonnée à 50 % ?**

Comme déjà évoqué, Direct Energie est favorable à une prise en compte à 100% par les GRT des coûts de raccordement, d'adaptation des postes existants, de renforcement ou d'extension du réseau, dès lors que les revenus d'acheminement qui seront générés par ces investissements viennent compenser les coûts supportés (en cela inclus les coûts de capital). Afin de protéger les GRT contre un risque de déracordement, une garantie bancaire pourrait être exigée, comme cela est pratiqué à l'étranger. Aussi Direct Energie n'est pas favorable aux plafonnements à 50% ou à 2 M€ proposés par la CRE et GRTgaz.

**Question 36 Avez-vous des remarques concernant les réflexions menées par les GRT pour améliorer la flexibilité de leur offre amont ?**

S'agissant de l'évolution de l'offre amont de GRT Gaz (France à Allemagne et VIP France-Belgique, Direct Energie n'y voit pas d'inconvénients.

S'agissant des mesures permettant de résoudre les asymétries de souscription, Direct Energie tient à rappeler que la problématique des shippers détenant des capacités pluri-annuelles sur des points d'interconnexion est un problème à la maille européenne et pas seulement française. Néanmoins

Direct Energie est favorable aux propositions de GRT Gaz concernant la commercialisation de capacités non bundlées ou le surrender avec rebooking de capacités bundlées. Il conviendrait que de telles mesures puissent être applicables à des capacités annuelles ou pluri-annuelles.

S'agissant l'offre Twin Capa, Direct Energie comprend qu'il s'agirait d'un reshuffling de capacité. Cependant les modalités sont encore trop floues pour pouvoir se positionner sur ce sujet (quel coût pour l'expéditeur, quelles capacités... ?).

**Question 37 Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant les demandes spécifiques d'EDF et Dunkerque LNG ?**

Direct Energie partage l'analyse de la CRE sur ces points.

**Question 38 Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant la demande spécifique d'Engie ?**

Direct Energie n'a pas de remarques sur cette question.

**Question 39 Etes-vous favorable à la création de produits de N jours consécutifs, avec un minimum de 10 jours, aux PITTM ?**

**Question 40 Etes-vous favorable à ce que les cessions de capacités aux PITTM soient autorisées sur tous les terminaux méthaniers français ?**

**Question 41 Etes-vous favorable à ce que les acteurs ayant de faibles réservations en service continu dans les terminaux régulés ne se voient plus allouer de bandeau annuel de capacités ?**

**Question 42 Etes-vous favorable à ce que les dépassements de capacité soient facturés au prix de 1/365 ème du prix de la souscription annuelle ?**

Direct Energie n'a pas de remarques sur ces questions.